

Travail social

■ ■ C'est la qualité de nos services qui est en jeu ■ ■

Le 14 mai dernier avait lieu le festival du travail social, sous l'égide des États généraux alternatifs du travail social (Egats) - mouvement initié à l'automne dernier par une intersyndicale (1) et le collectif Avenir Educ's. Parmi ses militants, Jonathan Louli, jeune éduc' de prévention spécialisée en banlieue parisienne, et « travailleur social debout ».



tsa: Quel était l'objectif de ce festival ?

Jonathan Louli: À travers les Egats, nous défendons une forme de travail social à laquelle nous tenons et qui est actuellement menacée. Avec ce festival, l'idée était d'organiser une mobilisation festive et originale, combinant des ateliers ou tables rondes « classiques » et des propositions culturelles. L'objectif était d'élargir la participation à des personnes pas ou peu engagées dans l'action syndicale ou collective. Cette forme de mobilisation alternative fonctionne en effet mieux que les grèves ou manifestations, qui mobilisent moins, même chez des professionnels conscients et critiques.

tsa: Les Egats sont nés de la déception à l'égard des États généraux « officiels » de 2014 : à croire que cette concertation attendue n'aura fait qu'attiser le mécontentement ?

J. L.: Les États généraux du travail

social étaient effectivement très attendus. Mais rapidement, beaucoup de professionnels invités à participer aux assises régionales se sont rendu compte que la consultation démocratique laissait à désirer, que la parole des acteurs était extrêmement mal, voire pas du tout relayée, que les personnes invitées en général n'étaient pas des gens de terrain, mais des représentants de représentants... Déception aggravée par le contenu des cinq rapports thématiques remis à l'issue des travaux, en particulier celui de la commission professionnelle consultative (CPC) du travail social qui a mis le feu aux poudres avec son projet de réingénierie des diplômés.

tsa: Cette question des diplômés est un peu le cheval de bataille des Egats...

J. L.: Elle est d'une actualité brû-

(1) CGT, FSU, Solidaires, FAFP, Unef.

Jonathan Louli, éducateur de prévention spécialisée en banlieue parisienne, sociologue de formation.



Le dénominateur commun de nos mobilisations, c'est la question du sens du travail social. "

» Une première réussie

« Pour une société solidaire et pour l'émancipation des personnes » : c'était le thème du premier festival du travail social, organisé le 14 mai à Bobigny. Rythmée par des ateliers consacrés, entre autres, à la question du genre et du travail social, à celle de sa financiarisation ou encore aux modes de mobilisation dans le secteur, la journée a aussi donné lieu à la présentation de films, d'expos, ainsi qu'à une conférence gesticulée et à du théâtre forum, le tout autour de thèmes « sociaux ». Le collectif Avenir Educus salue le succès de l'événement, « une belle occasion d'échanger sur nos pratiques, de s'informer, mais aussi de se divertir et de vivre la créativité de nos métiers », et souligne que « ce festival est l'aboutissement du travail de terrain qui dure depuis 2 ans et demi et qui, entre débats, interventions, et manifestations, a permis à des milliers de travailleurs sociaux de reprendre en main l'avenir de leurs métiers ».

lante. Ce qui est en cause, c'est la menace d'uniformisation contenue dans cette réforme, autrement dit la perte des spécificités et des cultures professionnelles des différents métiers du travail social. La spécialisation interviendra en effet de manière extrêmement minoritaire, en fin de cursus: les formations seront moins riches, moins approfondies, d'où un risque de déqualification, et, dans la foulée, de baisse des salaires, lesquels sont déjà notoirement peu élevés! Nos formations ont déjà été très dégradées. Aujourd'hui les temps de stage risquent d'être encore réduits; un domaine de compétence pourra même être validé par un stage dans n'importe quel service d'accueil, hors du social! Cela va totalement à l'encontre de toutes les lois stipulant qu'il faut mettre l'usager au cœur du dispositif, s'adapter au mieux aux demandes des personnes, rester le plus proche possible de leur vécu. C'est la qualité des services rendus par les travailleurs sociaux qui est en jeu.

tsa: Lors du festival, d'autres motifs d'inquiétude étaient mis en débat: la financiarisation du social, l'État sécuritaire, la place de l'éducatif...

J. L.: Le dénominateur commun du festival et de nos mobilisations, c'est la question du sens du travail social, qui fait l'objet de nombreuses attaques ces derniers temps: nous aurions pu faire 20 ateliers! Par exemple, l'appa-

rition des contrats à impact social (ce numéro, p. 10): pour nous c'est une porte ouverte à l'accentuation du processus de financiarisation du travail social, des dispositifs. Si les autorités arrivent à le généraliser, beaucoup d'acteurs du privé (banquiers, financiers, etc.) feront par ce biais du profit sur la misère et sur la souffrance humaine. Et dégraderont encore l'état du travail social, puisque les évaluateurs financiers utiliseront des indices de rentabilité qui ne correspondent à rien du point de vue de nos métiers. C'est ce qui se passe, déjà, avec la généralisation des démarches qualité, évaluations externe et interne, appels à projet. Il faut évaluer, certes, mais *via* du qualitatif, du récit... du sens.

tsa: Outre son combat contre la loi Travail, la commission Action travail social (2), créée au sein de Nuit Debout, porte nombre de ces thèmes de préoccupation: y a-t-il un lien avec les Egats?

J. L.: Tout est lié. Entre les Egats, « Travail social debout » et les différents collectifs de travailleurs sociaux qui existent, il y a plus de points communs que de différences, si ce n'est leur public et leur mode d'action. À Nuit Debout, on trouve ainsi beaucoup de gens qui n'ont jamais milité, jamais manifesté, beaucoup d'étudiants, des professionnels jeunes et moins jeunes. On y entend, lors des commissions, des témoignages très forts: certains ont ainsi évoqué des suicides de chefs de service dans leur « boîte », du fait

d'une violence institutionnelle très prégnante. D'autres disent être très engagés dans leur travail, mais se cantonner au minimum désormais, faute de moyens... Et sur le plan des actions, on est plus dans la réactivité, la spontanéité et la convergence avec d'autres secteurs en lutte, comme l'hôpital, par exemple. La centralité géographique, place de la République, facilite cela.

tsa: Qu'en est-il des Egats?

J. L.: Ils comptent naturellement de nombreux syndicalistes et militants chevronnés. Le cadre syndical y est bien plus fort, avec les enjeux financiers qui vont avec, des règles à respecter. Et ils ont une dimension essentiellement nationale, même si des déclinaisons voient le jour. Les Egats de Seine-Saint-Denis ont ainsi déjà organisé deux journées rassemblant entre 100 et 200 personnes, pour discuter des problématiques territoriales du travail social: le départ des services publics qui y sont en état de délabrement avancé, les assistantes sociales scolaires qui ont des difficultés spécifiques, les salariés de Pôle emploi dont les conditions de travail sont terrifiantes. Sans être « Egats », d'autres collectifs de travailleurs sociaux sont très actifs à Nantes, en Seine-Maritime. Avenir Educus monte aussi des événements en province.

tsa: En vous opposant ainsi tous azimuts, ne craignez-vous d'entériner l'image d'une forme de rigidité – notamment idéologique – parfois prêtée aux travailleurs sociaux?

J. L.: On s'interroge un peu là-dessus car c'est quelque chose qui peut remonter, de la part notamment de collègues qui ne sont pas du tout politisés. On nous dit « vous les militants, vous êtes toujours dans la plainte ». Notre propos, c'est qu'il faut, autant que possible regarder en face les choses qui vont mal, ne pas se cacher ni se laisser abattre mais se dire qu'on peut les changer, en agissant et en réfléchissant ensemble. Quant à l'idéologie, tout dépend de ce que l'on met derrière ce terme. Si on est dans le débat d'idées: alors oui c'est une idéologie, la nôtre, que l'on défend contre d'autres, comme l'idéologie libérale. ■

Propos recueillis par Marion Léotoing